



Strasbourg, le vendredi 2 septembre 2016

DECLARATION LIMINAIRE AU CTSD du 02 septembre 2016

Madame le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs,

Cette réunion se tient dans un contexte particulier, celui d'une rentrée à haut risque suite aux évènements tragiques qui se sont produits en France. Une rentrée placée sous le signe de la sécurité, de la vigilance renforcée, une rentrée qui sera complexe pour certaine école dépourvue de moyen d'aide au fonctionnement quotidien que sont les emplois de vie scolaire réclamés par le Sgen-CFDT pour toutes les écoles. Des personnels qui seraient les bienvenus pour permettre une mise en œuvre des mesures préconisées, rassurantes.

Au-delà de cette situation nationale particulière, rappelons ici que la pure donnée comptable ne traduit pas forcément les difficultés et le travail qu'impose la prise en charge d'élèves à profil particulier qui sont inclus dans les classes ordinaires (non spécialisées) et que cela représente souvent une charge de travail supplémentaire pour des collègues.

Comment alors ne pas parler de la gestion locale lamentable des nominations d'A.V.S. pour cette rentrée scolaire. Une fois encore des décisions sont prises mais non suivies d'effets. Une fois encore ce sont des enfants, des familles, qui bien souvent auraient besoin, d'être le plus rassurés, d'être le plus accompagnés le jour de leur rentrée qui se retrouvent bien démunies et plus désavantagés dans la gestion de leur parcours scolaire. Une loi sur le handicap de 2005 se retrouve bien mise à mal par le «dysfonctionnement» de l'école pour tous, une Loi sur l'égalité des chances. Cette situation est intolérable et inadmissible pour le Sgen-cfdt. Il va de votre responsabilité que d'agir pour améliorer ces situations. Le Sgen-CFDT veillera à ce que les conditions de travail ne génèrent pas de mal être ni de stress tant pour les enfants concernés que pour les personnels chargés de les accueillir.

Pour conclure, rappelons aussi que le Sgen-CFDT est attaché à ce que nos travaux soient efficaces, il est donc urgent d'agir, de prendre des mesures.

Nous vous prions de croire, Madame le Directeur Académique, à notre dévouement au service public de l'Éducation nationale.